

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

42022 SAINT-ETIENNE CEDEX 1

Téléphone : 77-33-42-45

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA RÉGLEMENTATION

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Poste Téléphonique intérieur
MCC/MPE Appeler : 4120

SAINT-ÉTIENNE, le

copie DESS.
pour Boullan
Le Préfet, Commissaire de la République
du Département de la Loire

Chevalier de la Légion d'Honneur

N° 87.2

VU le code minier, notamment son article 106, et la loi n° 70.1 du 2 Janvier 1970,

VU la Loi n° 76.663 du 19 Juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 79.1108 du 20 décembre 1979 modifié relatif aux autorisations de mise en exploitation de carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci,

VU le décret n° 80.330 du 7 Mai 1980, relatif à la police des mines et des carrières,

VU le décret n° 80.331 du 7 Mai 1980 portant règlement général des industries extractives,

VU la demande enregistrée le 24 septembre 1986, par laquelle M. Jean Paul PONCET, agissant au nom et pour le compte de la société MONTBRISONNAISE DE TRAVAUX PUBLICS sise lotissement Drouot, 42600 ECOTAY L'OLME, sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert, de granite située sur le territoire de la commune d'AILLEUX, au lieu dit "Bois de Domois",

VU les articles L 311 et suivants du code forestier,

VU l'arrêté préfectoral du 30 décembre 1986, rejetant en l'état la demande susvisée jusqu'à l'obtention de l'autorisation de défrichement du terrain sur lequel porte la demande,

VU la décision préfectorale du 23 décembre 1986 autorisant le défrichement de ce terrain,

VU la lettre du 13 Janvier 1987, par laquelle le pétitionnaire sollicite la réouverture de l'instruction de sa demande

VU les plans, renseignements et engagements joints à la demande précitée, notamment la notice d'impact,

.../...

VU les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire,

LE DEMANDEUR entendu,

SUR proposition de M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche

A R R E T E

=====

ARTICLE 1er :

La Société MONTBRISONNAISE DE TRAVAUX PUBLICS est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de granite, en terre ferme, sur le territoire de la commune d'AILLEUX, lieu dit "Bois de Domois", parcelle cadastrée sous les références suivantes : section C N° 103, dans les limites indiquées sur le plan joint à la demande et dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté.

Superficie : 1 ha 50 a 65

ARTICLE 2 :

la présente autorisation est accordée pour la durée de 15 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Elle est délivrée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de foretage dont il est titulaire.

ARTICLE 3 :

Au préalable de toute exploitation, le demandeur :

1°/ matérialisera les limites extrêmes du périmètre autorisé par le bornage sur le terrain. Le plan de bornage sera adressé à M. le Directeur Régional de l'industrie et de la recherche dès qu'il aura été établi.

2°/ devra envoyer à M. le Directeur Régional de l'industrie et de la recherche

. le nom du sous-traitant éventuel de partie ou totalité de l'exploitation de la carrière,

. les consignes réglementaires relatives à cette exploitation, à savoir au moins celles relatives à la méthode d'exploitation, à l'emploi des engins et à l'utilisation des explosifs.

.../...

ARTICLE 4

En vue de l'observation des lois et règlements applicables aux mines, par ailleurs les parties prescrites en application de l'article 10 de la Loi, l'exploitation sera conduite et les terrains exploités et abandonnés seront traités conformément aux éléments compris dans le plan d'exploitation et aux autres dispositions des mesures particulières prévues à l'article 10 de la Loi.

ARTICLE 5

Conditions particulières d'exploitation :

a) Limites d'exploitation

- 1°/ Les bords de l'excavation seront tenus à une distance horizontale de 10 mètres (à établir avec précision) des limites du périmètre autorisé.
- 2°/ L'exploitation sera limitée, en profondeur, à la cote 160 M d'au plus.

b) Plan d'exploitation

Sur les terrains visés par la présente autorisation, sera établi un plan des travaux et des abords orienté au nord vrai. Le plan, à l'annule au dernier plan cadastral, sera élaboré la première fois par le holder de l'autorisation puis tenu à jour par l'exploitant.

Sur ce plan, devront figurer :

- les limites et les numéros des parcelles cadastrales d'exploitation autorisée,
- les parties léguées,
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones réservées aux stockages de matériaux et de terres de déblaiement,
- les parties déjà exploitées mais non réalisées au plan,
- les parties closes en état,
- les éléments de la surface (bâtiments, routes ou chemins, canaux, puits, etc.) dont l'intégrité conditionne la sécurité et de la salubrité publique et leur priorité de protection.

La mise à jour de ce plan d'exploitation sera effectuée avant le 1er janvier de chaque année. Sur ce plan, sera inscrite la surface restant à exploiter.

Dans la première semaine du mois de janvier, et chaque année, ce plan, certifié et signé par l'exploitant, sera adressé au Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche.

.../...

c) Rythme d'extraction annuel maximal

La production annuelle de la carrière sera de l'ordre de 6 000 m³ au minimum, de 600 000 au maximum.

d) Déroulement de l'exploitation

L'exploitation sera conduite suivant les phases définies dans la présente étude.

ARTICLE 6

Dispositions relatives à la lutte contre les nuisances

6.1. - Garanties de la sécurité publique

- . L'entrée et la sortie des véhicules et engins de la carrière seront dotées de feux clignotants, et situés au milieu de la section droite de CD 26 de façon que la visibilité soit garantie des deux côtés.
- . Les véhicules ou engins devront porter l'arrêt avant de sortir de la carrière. Des panneaux, rappelant cette obligation, seront installés dans la section droite de la sortie.
- . La section sera signalée par des panneaux « danger » placés sur la CD26.

.../...

- Les routes seront régulièrement entretenues de manière que les véhicules et engins de chantier n'échappent pas de matériaux sur la voie publique.
- Les chantiers de dépollution seront munis d'une clôture démontable.

6.2. - Les déchets de sol et les installations non classées et non à température des installations classées pour la Protection de l'Environnement sont interdites.

6.3. - Pollution des eaux

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en utilisation normale et en cas d'accident, l'éversement de matières dangereuses ou insaisissables vers le milieu naturel.

En particulier :

- Les opérations d'entretien et de réparation, le débarrassant en continu des engins d'exploitation seront effectués sur une aire délimitée à l'avance formant cuvette de rétention, ou placée à une fosse elle-même branchée permettant la récupération des produits avant leur écoulement répandus.
- Les hydrocarbures nécessaires au fonctionnement des engins seront stockés dans des réservoirs ou fûts placés dans une cuvette de rétention étanche de capacité au moins égale à la capacité totale des réservoirs ou fûts contenus dans la cuvette.
- Les produits liquides dangereux, en cas d'épandage accidentel, des risques pour la qualité de la nappe, seront immédiatement placés dans des réservoirs placés dans des cuvettes de rétention de capacité au moins égale à la capacité totale des réservoirs impliqués dans l'opération, soit contenus dans des fûts ou récipients étanches placés dans une aire délimitée comportant une fosse de récupération.
- Les fosses de récupération de produits de rétention seront périodiquement vidangées et les produits réintégrés dans les installations d'exploitation ou de stockage appropriées.
- Les zones de stockage de produits dangereux, ainsi que les aires de stockage, seront situées à l'abri de la nappe phréatique.

Des analyses pourront être faites les échantillons par le Directeur Régional de l'Industrie et de l'Environnement Rhône-Alpes.

6.4. - Lutte contre les poussières

Les pistes de circulation des véhicules et engins de chantier seront régulièrement entretenues et arrosées par temps sec aussi souvent que nécessaire, afin d'éviter d'aggraver le voisinage par l'envol des poussières.

.../...

... la circulation des navires, l'entretien et la réparation des équipements fixes de chargement. Les travaux effectués seront, en outre, signalés par des pontons, secourus d'un feu rouge.

6.5. - Lutte contre le bruit

... Les véhicules et les engins de chantier, reliés à l'alimentation électrique, devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier) ou type homologué au titre du Décret du 11 avril 1963).

... L'exploitation sera conduite de façon à ne pas constituer une gêne pour la tranquillité du voisinage. La gêne éventuelle sera évaluée conformément aux prescriptions de la Norme Française NFZ 31.010.

ARTICLE 7

Mesures de remise en état des terrains

... Les mesures de remise en état seront conformes aux dispositions prévues dans la notice d'impact et les plans joints à la demande ; elles comporteront en particulier :

7.1. - En cours d'exploitation

- le décapage sélectif et la conservation des terres de découverte ; l'utilisation de ces terres à l'extérieur de la carrière est interdite ;
- la réutilisation des creux de taille délaissés à une pente compatible avec la tenue des terrains ;
- la récapage des zones exploitées ; les déchets de roches, boues et autres débris ou saumures à la décharge préétablie ;
- le récapage des terres de découverte sur les banquettes délaissées et la plantation d'arbres telle qu'elle est prévue dans la notice d'impact au fur et à mesure de l'avancement des travaux ;

.../...

7.2. - En fin d'exploitation

- la suppression des constructions de chantier, à l'exception du bâton, à l'origine de la parcelle de tout matériau de chantier, tout dépôt de matériaux, etc.
- la régularisation des terres de découverte, et la plantation d'arbres sur le terrain de la carrière.

7.3. - Echéancier

- les opérations visées au paragraphe 7.1. devront être effectuées suivant les délais définies dans la notice d'impact et "le plan de phasage d'exploitation" joint à cette notice;
- les opérations visées au paragraphe 7.1. devront être achevées 6 mois au plus tard après l'arrêt de l'exploitation.

ARTICLE 8

Conformément à l'Article 21.2. du Décret du 29 décembre 1979, la contribution de l'exploitant à la remise en état des voiries départementales ou communales est fixée par les textes législatifs et réglementaires en vigueur relative à la voirie des collectivités locales, notamment l'Ordonnance 59.113 du 7 janvier 1959 et la Loi du 2 août 1963.

ARTICLE 9

Il sera apposé à l'entrée principale de la carrière un panneau bilingue rapportant les indications suivantes :

- Carrière de
- Propriétaire : M. (nom et prénom) (tel. et tél. (bure))
- N° de
- Commune de
- Arrêté de

ARTICLE 10

Le présent Arrêté sera publié au Journal des Actes Administratifs de la Préfecture. En outre, les Articles 1 à 9 sera affiché à la Mairie par les soins de Monsieur le Maire de AILLEUX et publié, aux frais du pétitionnaire, dans un journal régional ou local habilité à recevoir les annonces légales.

.../...

ARTICLE 11 :

Outre les recours gracieux et hiérarchique qui s'exercent dans le même délai, un recours contentieux pour excès de pouvoir peut être déposé au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision.

ARTICLE 12 :

M. le Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République de l'Arrondissement de Montbrison, M. le Directeur régional de l'industrie et de la recherche, M. le Maire d'AILLEUX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Etienne, le 29 JAN. 1987


Pour le Préfet
Commissaire de la République
Le Secrétaire Général

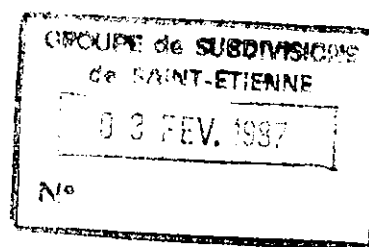
C. PIERRET

Ampliatiions adressées à :

- M. le Sous-Préfet, Commissaire adjoint de la République
de l'Arrondissement de Montbrison
- M. le Maire d'AILLEUX
- p - M. le Directeur régional de l'industrie et de la recherche
- M. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le directeur départemental de l'équipement,
- M. le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- M. le Chef du service départemental de l'architecture,
- M. le Gérant de la Société MONTBRISONNAISE DE TRAVAUX PUBLICS
Lotissement DROUOT
42600 ECOTAY L'OLME
- aux archives

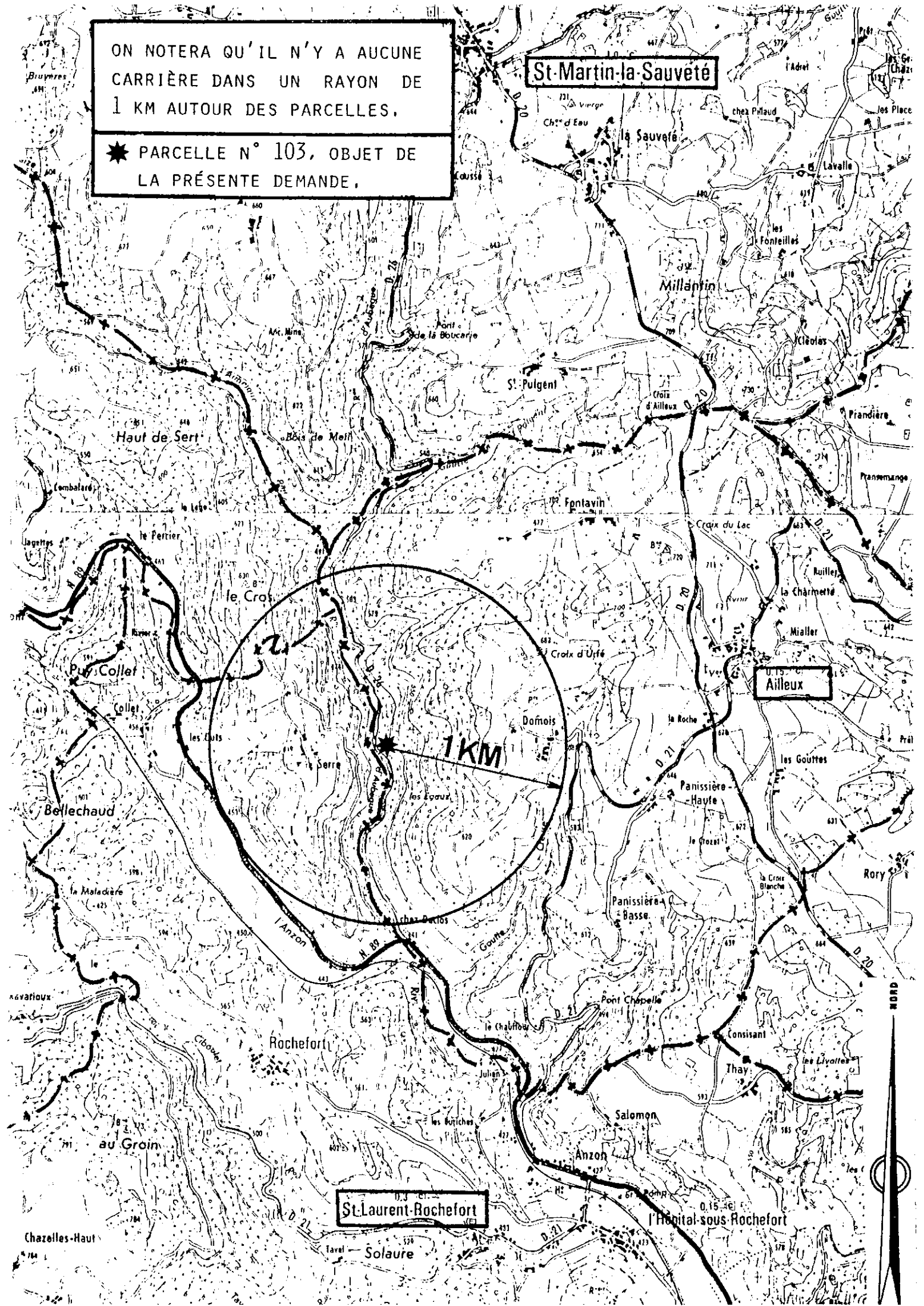
Pour le Secrétaire Général
et, par délégation
L'Attaché de Préfecture
Chef de Bureau


Marie-Claude CHARRAS



ON NOTERA QU'IL N'Y A AUCUNE
CARRIÈRE DANS UN RAYON DE
1 KM AUTOUR DES PARCELLES.

★ PARCELLE N° 103, OBJET DE
LA PRÉSENTE DEMANDE.



DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE

ET DE LA FORET DE LA LOIRE

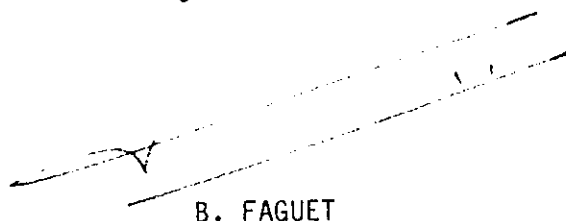
Service forestier

DECISION PREFECTORALE D'AUTORISATION DE DEFRICHEMENT

Par décision en date du 23 Décembre 1986, M. le Préfet, Commissaire de la République du Département de la Loire a autorisé M. Jean COIFFET, demeurant à Serre, commune de ST LAURENT S.ROCHEFORT à défricher partiellement la parcelle cadastrée C 103 sise au lieu dit "Bois de Domois", commune d'AILLEUX.

A SAINT ETIENNE, le 30 DECEMBRE 1986

P. le Préfet, Commissaire de la République
du Département de la Loire,
et par Délégation
P. le Directeur Départemental de l'Agriculture
et de la Forêt,
L'Ingénieur en Chef,



B. FAGUET